



Customs and Immigration Union  
Syndicat des Douanes et de l'Immigration

*(La version anglaise de cette lettre a été envoyée au Ministre)*

Le 13 mai 2020

**PAR COURRIEL** : [Bill.Blair@parl.gc.ca](mailto:Bill.Blair@parl.gc.ca)  
(version originale par la poste)

L'honorable Bill Blair  
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile  
Chambre des Communes  
Ottawa, Canada K1A 0A6

**OBJET : Enrayer le passage transfrontalier d'armes à feu illégales**

---

Monsieur le Ministre,

Récemment, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il instaurait l'interdiction de plusieurs modèles d'armes à feu afin de freiner la violence armée d'un bout à l'autre du pays. Comme la question de la violence liée aux armes à feu est intrinsèquement liée aux préoccupations concernant l'entrée illégale d'armes au pays, j'ai voulu prendre contact et discuter d'autres pistes possibles pour aborder ce problème.

Il ressort clairement de nos conversations antérieures que vous êtes déterminé à assurer, partout au pays, la sécurité et le bien-être des Canadiennes et des Canadiens; je crois aussi que la lutte contre la violence armée au Canada exige que nous envisagions toutes les solutions raisonnables afin de réduire le risque de nouvelles tragédies.

Dans cette perspective, j'aimerais souligner l'importance d'améliorer les mesures d'exécution de la loi à la frontière afin d'empêcher l'entrée, en contrebande, d'armes à feu non autorisées ou illégales au pays. L'adoption d'une double approche – en réglementant à la fois le mouvement des armes à feu au Canada et en interceptant les cargaisons illégales à la frontière – ne peut qu'aboutir à une prévention plus efficace.

Compte tenu des engagements financiers de votre gouvernement, il ne fait aucun doute que la sécurité des frontières revêt une importance considérable. Au fil des ans, j'ai souvent déclaré que les investissements dans de nouvelles ressources et de nouvelles technologies ont des limites et ne peuvent remplacer l'expertise d'agents chevronnés. En tant qu'agents d'exécution de la loi, analystes et enquêteurs, bon nombre de nos membres possèdent une connaissance unique des questions de sécurité aux frontières, notamment de la contrebande de marchandises illégales comme les armes à feu. Je crois fermement que le gouvernement du Canada gagnerait énormément à faire intervenir davantage ces hommes et ces femmes qui sont formés pour constituer la première ligne de défense de notre pays.

Les statistiques varient, mais ce n'est pas un secret que les armes à feu en provenance des États-Unis représentent toujours une grande partie des armes utilisées lors d'incidents violents. De fait, selon les récents développements de l'enquête sur la fusillade tragique du mois dernier

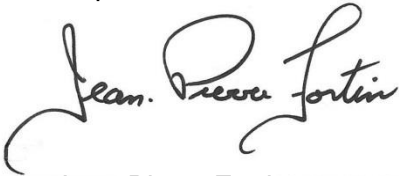
en Nouvelle-Écosse, il semblerait que la majorité des armes à feu utilisées provenaient des États-Unis. Comme le Canada et les États-Unis partagent la plus longue frontière terrestre au monde, il n'est pas facile de s'attaquer au trafic d'armes à feu illégales, et il est logique que le gouvernement canadien continue à améliorer ses investissements dans les services frontaliers.

La violence armée est une question complexe qui touche un large éventail de collectivités dans tout le pays, et les stratégies utilisées pour y mettre fin doivent également être diversifiées. J'ai toujours été un ardent défenseur de la mise sur pied d'une patrouille frontalière spécialisée afin de donner aux agents frontaliers les moyens de mieux s'acquitter de leurs fonctions et de contribuer à la protection de leurs concitoyennes et de leurs concitoyens. Ce n'est là qu'une des stratégies possibles. Il conviendrait peut-être aussi d'envisager des initiatives plus ciblées, telles que la mise sur pied d'un groupe de travail spécialisé dans la contrebande. Quelle que soit la voie que votre gouvernement choisira de suivre, je vous invite à vous fier aux agentes et aux agents des services frontaliers qui, chaque jour, travaillent avec diligence pour sauvegarder l'intégrité de notre frontière.

Comme toujours, je me réjouis à la pensée de poursuivre avec vous la recherche de solutions visant à rendre nos collectivités et notre pays plus sécuritaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération,

Le président national,

A handwritten signature in black ink, reading "Jean-Pierre Fortin". The signature is fluid and cursive, with a large initial "J" and "F".

Jean-Pierre Fortin